

Ne pas aller au lycée avec la peur ! - 1/2

La violence aux alentours des lycées est aujourd'hui un fléau connu de tout les établissements. Des mesures sont prises la plus part du temps mais pas au Lycée Paul Moreau. C'est pourquoi ces deux derniers jours avant les vacances dans l'academie de l'île de la Réunion, l'établissement de Bras-Panon connait un ras bol ponctué par un boy-cottage des cours et par des sittings de la part des élèves mais aussi des professeurs...

Depuis la rentrée d'août, l'établissement panonnais se trouve dans une nouvelle situation : le proviseur étant partie en retraite après avoir géré le lycée depuis son ouverture en 1995, une nouvelle équipe éducative est à la direction de celui-ci. De plus, une autre nouveauté est remarquée : l'ouverture d'une pizzeria-salle de jeu en face de l'établissement. Et bien sur, depuis plusieurs semaines, nombreux sont les élèves qui se font rackettés, voir même frappés à la sortie des cours alors qu'ils vont prendre leur bus ou qu'ils se rendent à pieds chez eux. Les avis divergent, tout est remis en cause et ensemble on essayait de trouver des solutions :

* Une réunion était prévu dans l'enceinte de l'établissement vendredi 10 octobre avec des représentants des élèves, des parents, du corps enseignant, avec Mr le Maire de la commune, avec aussi des représentants de la CIREST (organisme étant chargé du ramassage scolaire) mais voilà, pour éviter que les élèves se prennent trop à coeur ils l'ont décidé pour le jeudi 9 octobre dès 15h. **Bien évidemment, comment aller en cours quand notre situation de lycéen est en jeu ?** le boy-cottage des cours est devenu impératif et tout ensemble dans la cour du lycée avons effectué un sitting et avons fait circuler une pétition. Deux moyens de montrer que nous nous sentons concerner et que nous voulons pas demain rentrer chez nous en sang, comme cela a été le cas pour l'un d'entre nous mardi passé.

Certains parents, très impliqués, se sont rendus compte tout comme certains professeurs que la pizzeria ouverte à 20 mètres de l'établissement était en infraction avec la loi : pas de licence salle de jeu, une licence grande restauration qui l'autorise à servir tout type d'alcool avec un repas **MAIS** à 200 mètres minimum de tout établissement scolaire tout en sachant qu'un sandwich n'est pas considéré comme tel. Sa situation illégale est d'une certaine façon "accepté" par la sous-préfecture puisqu'elle a eu les autorisations.

D'un autre côté, le proviseur du lycée ne souhaite pas s'exprimer ouvertement et publiquement, juste par le biais des représentants, car il ne voudrait pas que la presse ou encore le rectorat pensent que cette situation de violence soit lié à cette nouvelle équipe directive du lycée.

Pour synthétiser les résultats de cette réunion après 2 heures de travail :

- aucun vigil ou médiateur ne peut être posté aux alentours et devant le lycée car la mairie n'a pas les moyens financiers nécessaires.
- mise en place d'une cellule d'urgence consistant à appeler les forces de l'ordre dès qu'il y a une agression ; solution ne servant qu'à nous "boucher" les yeux.
- mise en place d'un système pour que les bus, faute de ne pas avoir de couloirs, arrivent un à un au portail du lycée pour récupérer les élèves.
- présence des forces de l'ordre sous forme de "rondes" aux heures de sortie.

D'autres mesures sont d'après la municipalité possibles mais ne peuvent prendre effet dans l'immédiat, c'est comme ci que l'on nous disait : "Continuez à vous faire tabassé en attendant". C'est ce qu'il y a eu lieu d'être en effet, car malgré cette réunion, jeudi soir un élève a été racketté, un de plus. D'autant plus qu'une vague de voyous avait prévu de se poster à la sortie du lycée le lendemain, à 17h.

* Voilà pourquoi vendredi 10 octobre, dès le matin, ce mouvement de mécontentement a repris de plus belle. Par le biais d'un nouveau sitting et la présence de la presse, les représentants des élèves ont illustrer la défaillance existante dans la société française de 2003 : Les réformes et les nouvelles lois sont certes

Ne pas aller au lycée avec la peur ! - 2/2

nécessaires mais si personne n'est là pour les faire appliquer où nous mène la société ? Ce "y-en-a-marre", certains élèves le montrent aussi du fait qu'ils veulent faire la loi eux-même avec des armes pour se défendre. Seulement, nous venons au lycée pour étudier et non pas assurer notre sécurité nous-même, cela est du ressort de d'autres personnes mais il semble qu'il reste encore à déterminer la responsabilité de tous dans cette histoire.

Navrant qu'il ait fallu envoyer les lycéens chez eux escortés de gendarmes à la sortie de l'établissement jusqu'aux bus et jusqu'aux voitures à 11h30 afin d'éviter tout débordements portés par des menaces avec les délinquants des alentours.

Le lycée Paul Moreau n'est pourtant pas classer comme un établissement ZEP (zone d'éducation prioritaire). Et cette pizzeria "hors la loi" a aussi ses responsabilités dans tout cela tout comme la mairie de la commune. Si rien n'a été mis en place à la rentrée, **lundi 27octobre**, le mécontentement sera cette fois-ci fait sous forme de marche silencieuse dans la ville...